



HEBDO

RETRAITES : LA RÉUNION ENTRE ELISABETH BORNE ET L'INTERSYNDICALE SE SOLDE PAR UN NOUVEL ÉCHEC

La Première ministre Elisabeth Borne a rencontré l'intersyndicale, hier matin, à l'Hôtel Matignon. A peine une heure après le début de la réunion, les syndicats en sont sortis avec un nouveau constat d'échec : le gouvernement refuse de retirer son projet de réforme des retraites.

L'intersyndicale est arrivée groupée à Matignon, mercredi 5 avril au matin. Une manière de montrer à la Première ministre qu'elle se présentait plus unie que jamais sur le refus des 64 ans ? On peut le penser puisque les syndicats ont quitté la réunion également tous ensemble après à peine une heure de discussion.

Laurent Berger met fin à la rencontre

Dans un premier temps, Elisabeth Borne a réexpliqué aux syndicats des éléments de contexte. Après cette introduction d'une dizaine de minutes, les représentants des syndicats ont chacun leur tour pris la parole. Selon Frédéric Souillot de Force Ouvrière, "nous avons tous terminé notre intervention par la même phrase : « Madame la Première ministre, il faut retirer cette loi. Est-ce que vous allez retirer cette loi ? » ».

Simon Duteil et Muriel Guilbert de Solidaires racontent la fin de cette réunion : "Elle a essayé de noyer le poisson pour ne pas répondre directement à notre question, et là on a vu que c'était bouché". Et Sophie Binet de la CGT de détailler : "C'est Laurent Berger, au nom de l'intersyndicale, qui a mis fin à cette réunion car c'est ce que nous avons décidé". Au nom de la FSU, Benoît Teste a enfin décrit une ambiance tendue, "un côté extrêmement fermé, y compris sur les visages d'Elisabeth Borne, Stanislas Guérini, le ministre de la fonction publique, et Olivier Dussopt, le ministre du travail.

Des syndicats agacés mais déterminés

"C'est la première fois que nous sommes reçus depuis le 10 janvier. C'est bien tard, en fait... Mais on a finalement demandé à la Première ministre de confirmer si elle allait retirer cette réforme, et sa réponse, c'est non", nous a indiqué Laurent Berger à la sortie de la réunion. Pour le dirigeant de la CFDT, "il y a toujours la même détermination et on le verra encore demain [lors de la 11 journée de mobilisation interprofessionnelle]. Moi, j'en appelle à ce qu'un maximum de travailleuses et travailleurs, de citoyens de ce pays rejoignent les cortèges. Qu'on démontre la force de la démocratie sociale, dans le calme, sans violence".

De son côté, Sophie Binet, qui vivait hier matin son baptême intersyndical en tant que nouvelle secrétaire générale de la CGT, a fustigé le gouvernement en ces termes : "Nous avons trouvé face à nous un gouvernement radicalisé, obtus et déconnecté. C'est une gifle au visage des millions de Françaises et de Français qui sont dans la rue. Cette stratégie jusqu'au-boutiste est violente et irresponsable, le gouvernement porte la responsabilité du désordre", avant de pointer que "l'intersyndicale est toujours unie" et que "l'essoufflement [de la mobilisation] ne se fait pas". Un point confirmé par Frédéric Souillot (FO) : "Nous sommes plus déterminés que jamais et nous appelons demain à une très forte mobilisation dans la rue et par les grèves".

Un appel à la sagesse du Conseil constitutionnel

Face à "un gouvernement qui prend des options à ce point dogmatique, idéologique et non justifié sur le plan économique, (...) l'exécutif doit prendre ses responsabilités et retirer la réforme", selon les mots de François Hommeril de la CFE-CGC. Si le gouvernement ne le fait pas d'ici le 14 avril, l'intersyndicale compte sur le Conseil constitutionnel. "Nous en appelons à sa sagesse", déclame le communiqué de presse intersyndical diffusé hier à l'issue de la rencontre à Matignon, qui considère le refus de la Première ministre comme "une décision grave" mais refuse pour autant "de tourner la page". "Une loi validée peut ne pas être promulguée", a également indiqué Laurent Escure de l'Unsa.

Après la sortie des syndicats, Elisabeth Borne s'est à son tour exprimée dans la cour de l'Hôtel Matignon pour constater "un désaccord sur l'âge". Mais, comme si rien ne s'était passé, elle a ajouté : "Les organisations syndicales sont disponibles pour travailler ultérieurement sur ces sujets et je leur ai dit ma disponibilité et celle de mon gouvernement parce que je n'envisage pas d'avancer sans les partenaires sociaux". Pour l'instant, le rapport de force va se nouer aujourd'hui, pour la nouvelle journée de mobilisation interprofessionnelle. L'intersyndicale se réunira ce soir afin de décider des suites du mouvement.

Marie-Aude Grimont

<https://www.actuel-rh.fr/content/retraites-la-reunion-entre-elisabeth-borne-et-lintersyndicale-se-solde-par-un-nouvel-echec-0>